

Pierre Gazin

# Cambodge :

## Bref rappel historique



Centre des Hautes Etudes sur l'Afrique et l'Asie Modernes

Promotion Ismayl Urbain

1990-1991

# Cambodge :

## Bref rappel historique

1. Le royaume d'Angkor

2. La période coloniale

La deuxième guerre mondiale  
L'après-guerre

3. Le Cambodge Indépendant

4. La "République"

5. Le Cambodge des Khmers rouges

6. Le Cambodge de 1979 à 1985

La situation intérieure  
La situation à la frontière khmère-thaïlandaise  
La situation diplomatique

7. Le Cambodge de 1985 à 1991

Conclusion

Bibliographie

---

## 1. Le royaume d'Angkor

Dès le 2<sup>ème</sup> siècle A.C., l'influence culturelle de la civilisation hindouiste s'étend dans les régions qui forment actuellement la Birmanie, le Cambodge, le sud du Vietnam. Les valeurs religieuses, sociales, artistiques de l'Inde diffusent auprès des chefs tribaux de ces régions.

Le drainage des terres marécageuses du delta du Mékong est solidement organisé à partir du 6<sup>ème</sup> siècle. Une nation se crée progressivement, ainsi qu'un état centralisé. Leurs piliers sont la religion et la maîtrise de l'eau, facteur de maîtrise agricole. Ces maîtrises sont le résultat d'une organisation sociale hiérarchisée, centralisée et se perpétuant de génération en génération. Le royaume d'Angkor, personnalisé par son roi-dieu omnipotent, s'épanouit dès le 9<sup>ème</sup> siècle, au détriment de son voisin oriental, le royaume du Champa, progressivement conquis et absorbé.

A son apogée au 14<sup>ème</sup> siècle, Angkor s'étend sur le Cambodge actuel, le sud du Vietnam, le sud du Laos, l'ensemble de la Thaïlande jusqu'à l'isthme de Kra au sud-ouest et jusqu'à une partie de la Birmanie au nord-ouest.

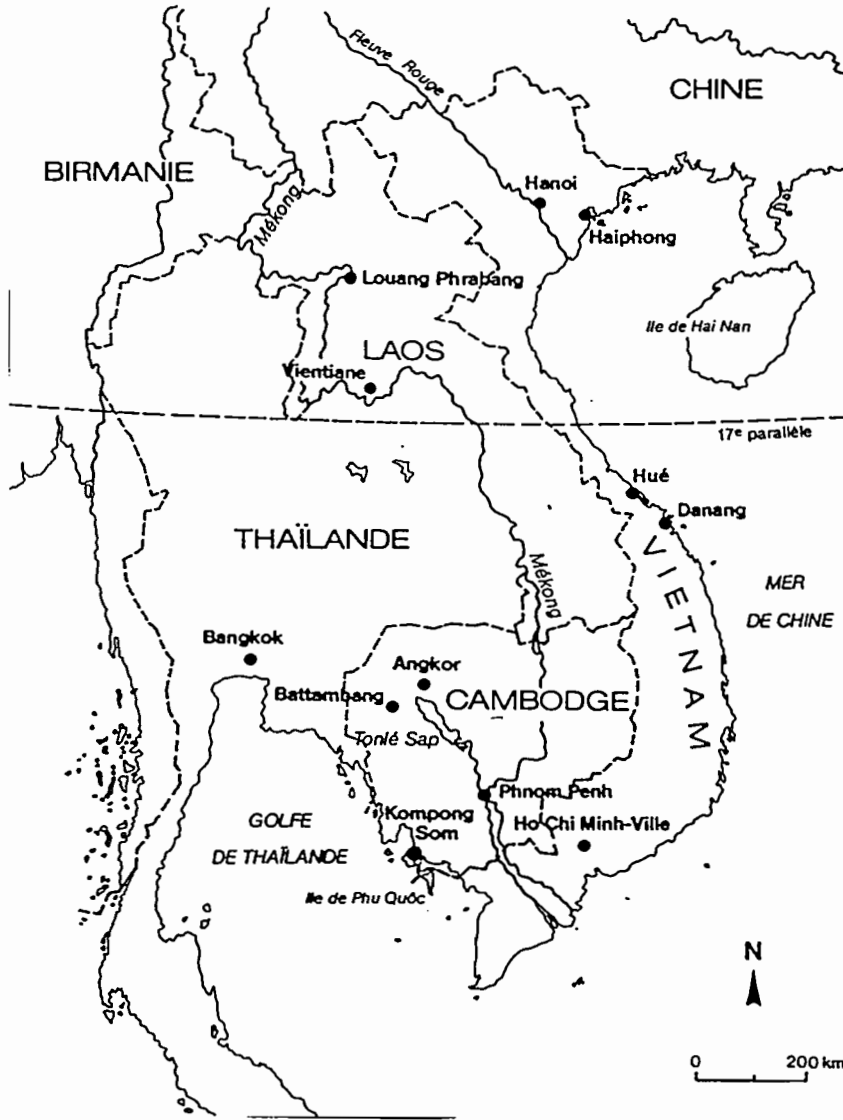
La prospérité d'Angkor repose sur les techniques agraires de la riziculture irriguée. Elles permettent deux et parfois trois récoltes par an. Cette production intensive est excédentaire et exportée. Les richesses qu'elle rapporte contribuent à permettre la construction de temples imposants, à vocation funéraire. Les plus somptueux forment le site d'Angkor qui s'étend - temples et réalisations hydrauliques - sur plus d'une centaine de km<sup>2</sup>. Ces réalisations architecturales témoignent de la solidité d'une société féodale. Elles en hâtèrent également le déclin par leur coût excessif.

Les rivalités au sein de la famille royale devinrent de plus en plus fortes. A de nombreuses reprises, des membres s'appuyèrent sur l'aide militaire des voisins et rivaux, le Siam et le Vietnam, pour régler leurs conflits.

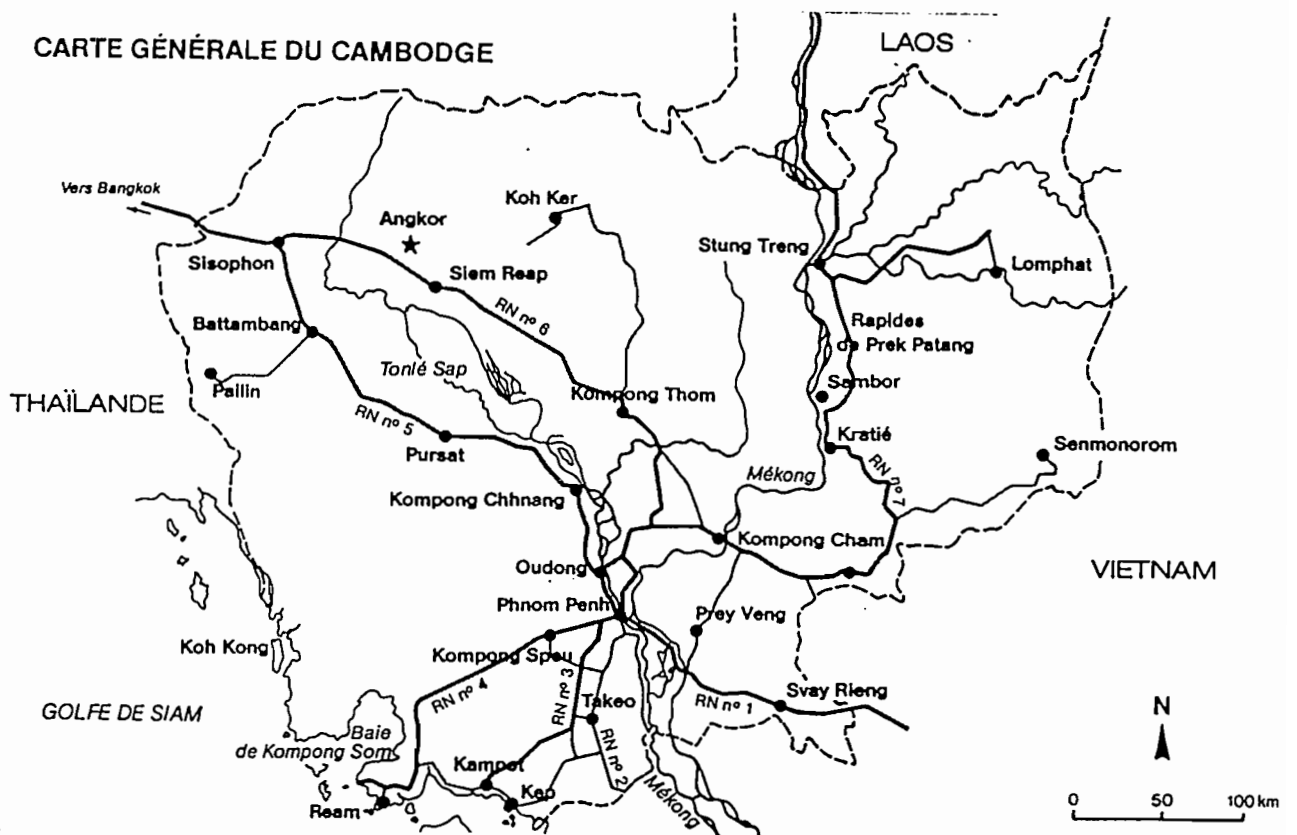
Angkor, progressivement abandonné, a été conquis par la forêt et oublié à partir du 18<sup>ème</sup> siècle. La conversion de la société khmère au bouddhisme et le refus de l'hindouisme en ont été une des raisons. La capitale fut transférée à Phnom Penh au 19<sup>ème</sup> siècle.

---

# CARTE GÉNÉRALE DU CAMBODGE, LAOS, VIETNAM



# CARTE GÉNÉRALE DU CAMBODGE



## 2. La période coloniale

Au cours du 19<sup>ème</sup> siècle, le Cambodge résiste de plus en plus mal aux pressions expansionnistes siamoise et vietnamienne.

En 1860, la France s'intéresse au Mékong, y voyant une voie d'accès au sud de la Chine permettant de contourner l'influence britannique sur l'Empire du Milieu. A Phnom Penh, le roi Norodom, très inquiet par ses deux demi-frères Sisowath et Si Votha, envisage les avantages qu'il peut tirer de la situation. Des traités de protectorat sont signés avec la France en 1863 et 1864. La France protège le trône ; le monarque garde son pouvoir absolu, reste l'incarnation, la personnification auguste et suprême de l'idée nationale.

Ce n'est qu'à partir de 1880 qu'une véritable colonisation s'instaure. Une tentative française de bouleversement du système foncier, avec instauration de la propriété privée du sol cultivable, aboutit en 1885 à une révolte conduite sous l'égide de la famille royale. Cette révolte sera arrêtée deux ans plus tard par le roi Norodom lui-même qui "trahit" son pays en échange de quelques avantages. Le Cambodge garde une certaine indépendance, son statut étant différent de celui de la Cochinchine (sud du Vietnam), de l'Annam (centre) et du Tonkin (nord du Vietnam). La France envisage cependant son intégration à la Cochinchine et s'appuie beaucoup sur les immigrants vietnamiens taoïstes, jugés plus tournés vers la modernité et l'efficacité dans le travail que les Khmers bouddhistes.

La colonisation apporte le calme politique, la stabilité sociale et aussi la redécouverte de la grandeur de la civilisation khmère, participant ainsi au renouveau du sentiment national.

G. Groslier fonde en 1920 l'Ecole des Arts Cambodgiens.

S. Karpeles fonde en 1930 l'Institut Bouddhiste dans un but de revalorisation du bouddhisme *theravada* (petit véhicule). Il devient le foyer attractif d'une nouvelle vie intellectuelle, attirant entre autres des Khmers *krom*, originaires du delta du Mékong.

De grandes plantations de productions destinées à l'exportation sont développées : hévéa essentiellement, café.

Un lycée français est ouvert à Phnom Penh en 1935, connu sous le nom d'Ecole Sisowath.

Le Cambodge de l'entre-deux-guerres est une colonie docile où seule l'église bouddhiste s'oppose parfois, en tant que sanctuaire culturel et moral, à la France. Les moines bouddhistes assurent l'instruction primaire en khmer. Avec un seul lycée, de création tardive, l'enseignement apparaît être peu développé dans un pays aux structures sociales figées.

Les premières mises en cause nationalistes ont lieu à la fin des années 30 parmi les bouddhistes et les lycéens.

## La deuxième guerre mondiale

Bien qu'en 1941, l'armée japonaise ait proclamé à Phnom Penh la fin de "l'asservissement aux puissances européennes", l'administration par la France continue, entièrement fidèle au régime de Vichy.

Perpétuant une tradition, la Thaïlande profite de la situation confuse et de la faiblesse de la puissance protectrice pour attaquer le nord-ouest du Cambodge. Après un conflit militaire bien réel, un compromis est établi. La Thaïlande obtient les provinces de Battambang et de Sisophon, soit près d'un tiers du territoire. Le roi Sisowath Monivong meurt. La France utilise son influence pour que le pouvoir revienne au jeune prince Sihanouk, âgé de 18 ans, perçu comme aisément malléable.

Cependant, la France, qui n'a pas su jouer son rôle de protecteur face à la Thaïlande, a perdu beaucoup de son prestige du fait de la présence japonaise.

En juillet 1942 a lieu la première véritable manifestation antifrançaise, conduite par Son Ngoc Thanh. Sa répression est suivie du départ des moines nationalistes en Cochinchine. Ils y feront connaissance du Parti Communiste Indochinois (PCI) fondé en 1930 par Ho Chi Minh dans une optique d'action au Vietnam, au Laos et au Cambodge. Son Ngoc Thanh se réfugie au Japon. Des Cambodgiens fondent à Bangkok le mouvement *Issarak* (liberté) pour lutter contre la France. Il s'organise autour d'un projet nationaliste tourné vers la lutte armée. Son idéologie reste assez floue.

Le 9 mars 1945, le Japon, proche de la défaite contre les USA, réalise un coup de force. Il prend le pouvoir en Indochine, supprimant l'administration française, internant ses responsables. Le roi Norodom Sihanouk dénonce alors les traités de 1863-64 et proclame unilatéralement la fin du protectorat.

Peu soucieux d'établir des relations de longue durée, le Japon pille le pays, particulièrement les vivres, tandis qu'à l'ouest, la Thaïlande se comporte de manière similaire dans les provinces conquises.

Le 9 août 1945, jour du bombardement d'Hiroshima, Son Ngoc Thanh, revenu du Japon, fomente un coup d'état avec l'accord plus ou moins marqué du PCI. Il a une vision très nationaliste et veut empêcher le retour des Français.

En septembre, Ho Chi Minh proclame à Hanoï l'indépendance du Vietnam et reçoit le soutien, au moins passif, de l'empereur Bao Dai.

En octobre, des troupes alliées (Grande Bretagne, Inde, France) arrivent au Cambodge. Elles ont l'appui certain du roi Sihanouk. Le Cambodge devient un état autonome au sein de l'Union Française. Sihanouk reste sur le trône. L'élection d'une assemblée consultative est organisée. Le multipartisme est instauré.

En 1946 débute la première guerre d'Indochine entre la France et l'armée vietminh d'Ho Chi Minh. La Thaïlande restitue les provinces de l'ouest en échange de son entrée aux Nations Unies.

## L'après-guerre

Trois partis politiques se constituent, dont le Parti Démocrate. Il remporte très largement les élections de 1946. Son influence sur la jeunesse et sur les intellectuels de Phnom Penh est grande.

L'opposition à la France se cristallise autour des Khmers *issarak* très soutenus par Bangkok, autour des communistes du PCI peu nombreux et sous la coupe des Vietnamiens, et chez les intellectuels.

Un Khmer *krom*, Ieng Sary, fonde un mouvement de jeunesse nationaliste. Un provincial du nord du Cambodge, Saloth Sar, étudiant dans l'une des écoles de Phnom Penh, se passionne pour l'indépendance. Après l'échec de la contestation lycéenne, l'un et l'autre réussissent à obtenir, bien qu'ils ne fassent pas partie de l'aristocratie du pays, une bourse pour étudier à Paris où ils arrivent en 1949 et 1950.

Un héritier d'une très grande famille, Thiounn Mumm, ainsi que ses trois frères, est à Paris depuis 1946 où il est une des figures principales du petit groupe d'étudiants cambodgiens. Il sera le premier Cambodgien élève de l'Ecole Polytechnique.

Ces trois hommes fondent à Paris le Cercle marxiste-léniniste et sont très soutenus par les communistes français. Ils ont une évolution intellectuelle originale, prenant parti pour Tito dont ils admirent le nationalisme. Ils ont un sentiment anti-américain très marqué, en accord avec les idées de l'époque (peur de la "colonisation" américaine en Europe, refus de la guerre de Corée, perception très idéalisée des révolutions russe et chinoise).

Avec d'autres étudiants tels que Khieu Samphan, Son Sen, Hou Yuon, le Cercle mène campagne contre le roi Sihanouk considéré comme l'homme du colonialisme français.

Ieng Sary épouse à Paris Khieu Tirth, brillante intellectuelle originaire de la grande bourgeoisie, et Saloth Sar épouse sa soeur Khieu Ponnary.

Le premier Congrès national de la résistance khmère est organisé par le Vietminh en avril 1950 dans le sud-ouest du Cambodge. Il est à l'origine d'un Front Issarak Uni (FIU), différent des groupes *issarak* liés à Bangkok. En 1951, le Parti Révolutionnaire du Peuple Cambodgien (PRPC) est fondé. Dès ces années, les relations entre les différents groupes *issarak*, qui ne réussissent pas leur unité politique, et avec le Vietminh sont difficiles. Une confusion certaine s'établit entre les nationalistes, les membres du FIU, et de simples brigands utilisant la lutte nationaliste pour leur propre compte.

Saloth Sar rentre au Cambodge en 1953.

La même année, Sihanouk obtient de la France une indépendance limitée.

---

### 3. Le Cambodge Indépendant

En 1954, la Conférence de Genève met fin à la première guerre d'Indochine. La partition du Vietnam est réalisée. Au Cambodge, Sihanouk apparaît alors comme le père de l'indépendance. Il obtient un pouvoir sans partage. Les Khmers *issarak* déposent les armes. Les nationalistes communistes sont marginalisés. Une bonne partie d'entre eux rejoint Hanoï sous la conduite de Son Ngoc Minh. Les autres, quelques dizaines dont Saloth Sar, s'installent à Phnom Penh dans une clandestinité relative. Ils fondent le groupe *Pracheachon* ("populaire"), parti politique autorisé, pour participer aux élections législatives de 1955.

La même année, Sihanouk abdique en faveur de son père. Il reste le chef de l'Etat, fonde son propre parti, le *Sangkum*, y rallie les petits partis et gagne largement les élections.

Sihanouk refuse l'entrée du Cambodge dans l'OTASE. Il participe à la Conférence de Bandung des pays afro-asiatiques non alignés. Son neutralisme est soutenu par le Nord-Vietnam et par la Chine. Chef d'état élu, Sihanouk apparaît comme un leader nationaliste progressiste. Il prend dans son gouvernement deux communistes brillants : Hou Yuon et Hu Nim. Le responsable des communistes en zone rurale se rallie en secret et favorise une répression dure et efficace des clandestins réfugiés dans les campagnes. Tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, tout semble être favorable à Sihanouk. Cependant, l'assassinat au grand jour, par la police, du directeur de l'un des journaux communistes révèle la faiblesse d'un régime plus brutal qu'il ne voudrait l'admettre.

Le pouvoir réel de Sihanouk, son aura, ainsi que celle de son épouse Monique, sont à leur apogée. La Chine et le Nord-Vietnam ménagent et aident cet allié présentable. Le mouvement communiste cambodgien est abandonné par les autres mouvements communistes.

En septembre 1960 a lieu à Phnom Penh, dans la clandestinité, le premier Congrès du Parti des Travailleurs du Kampuchéa. La ligne retenue est celle de "Indépendance, Souveraineté nationale, Autosuffisance" ainsi que celle de la "Violence révolutionnaire".

Saloth Sar devient secrétaire général du Parti en 1963.

La même année, des émeutes lycéennes éclatent au nord-ouest du pays à Siemreap, en protestation contre l'arbitraire du régime. Tout en développant son "expérience socialiste", Sihanouk lance une vaste campagne contre les Khmers rouges, selon la terminologie qu'il emploie, et qu'il accuse d'être responsables de ces émeutes. La plupart des militants communistes se réfugie dans des maquis.

Sihanouk rejette toute aide américaine. Il obtient un renforcement de celles de l'URSS et de la Chine. C'est une année charnière. La droite cambodgienne s'organise, face à Kieu Samphan et Hou Yuon, les deux ministres communistes, pour les forcer à démissionner. Elle diminue considérablement le prix d'achat du riz aux paysans par les coopératives étatiques. La nouvelle assemblée élue en 1966 est de droite. Elle installe Lon Nol comme premier ministre et fait du prince Sirik Matak, rival de Sihanouk, le numéro deux du gouvernement. Sihanouk accorde à Hanoï le droit d'être ravitaillé en armement par le port de Sihanoukville. Les transits sont effectués sous la surveillance de Lon Nol, qui prélève massivement des armes pour ses propres troupes.



En septembre 1966, dans un discours prononcé au stade de Phnom Penh, le général de Gaulle condamne vigoureusement l'action américaine au Vietnam.

Le paysannat refuse de vendre le riz à un prix dérisoire au gouvernement. En avril 1967, une jacquerie éclate à Samlaut (province de Battambang). Accusés d'être responsables de cette révolte, les trois communistes officiels (Samphan, Yuon et Nim) disparaissent. Les communistes clandestins s'installent dans les collines du nord-est (province de Rattanakiri) chez les Khmers *loeu*. Vivant dans des conditions misérables, ils glorifient la "pureté khmère", l'"autosuffisance", la fidélité à des valeurs khmères mythiques des montagnards qui les accueillent et les protègent.

A Pékin, la Révolution Culturelle donne pour quelque temps son appui aux Khmers rouges. Cependant, Zhou Enlai réitère assez rapidement le soutien à Sihanouk, entre autre par des livraisons d'armes.

De 1968 à 1970, Sihanouk et Lon Nol mènent une lutte intense contre les Khmers rouges. Ces expéditions punitives causent plus de mal aux populations paysannes qu'aux militants communistes. Elles sont menées dans toutes les provinces où leur présence est suspectée, ainsi que contre les Khmers *serei*, hommes de droite partisans de Son Ngoc Thanh. Lon Nol, premier ministre et ministre de la défense, à la tête d'une armée de 35000 hommes, ne parvient pas à bout des Khmers rouges, tout au plus 5000 soldats peu équipés. Il recherche l'appui américain.

En mars 1969, les Etats-Unis bombardent massivement et secrètement les troupes vietnamiennes stationnées au Cambodge. Sihanouk reconnaît le Gouvernement Révolutionnaire Provisoire (GRP) des communistes sud-vietnamiens. La politique étrangère du pays, faite de non-alignement et de soutien aux communistes vietnamiens, est perçue comme incohérente, en particulier par rapport à la politique intérieure de répression brutale et de conservatisme extrême. A l'intérieur, les débuts de réformes sont arrêtés par Lon Nol. Le régime vacille. La droite cambodgienne, avec l'appui probable de la CIA, attend l'occasion de renverser la monarchie.

---

## 4. La "République"

Le 18 mars 1970, la droite cambodgienne organise la déposition de Sihanouk alors en France. Réussi sans difficulté, le coup amène l'instauration d'une "République" dirigée par le triumvirat Lon Nol, Sirik Matak et Cheng Heng. Sihanouk est condamné à mort par contumace.

Les troupes attaquent les sanctuaires nord-vietnamiens avec l'aide des sud-vietnamiens, entraînant le pays dans la deuxième guerre d'Indochine.

Dès mars, Sihanouk annonce la création du Front d'Union Nationale du Kampuchéa (FUNK) regroupant tous les patriotes. Grâce à la présence du monarque, le FUNK est crédible aussi bien dans les campagnes que sur la scène internationale. Le Gouvernement Royal d'Union Nationale du Kampuchéa (GRUNK) est officiellement dirigé par Sihanouk réfugié à Pékin. Les communistes n'y apparaissent que dans des postes d'importance secondaire. En réalité, le Parti dirige tout dans les zones qu'il contrôle. Sous le nom d'*Angkar* (Organisation), le Parti se met à régenter les activités militaires et civiles, aussi bien l'éducation que la production agricole ou les structures familiales.

Lon Nol, militaire frustré, accapare le pouvoir et tend à former, en exploitant la fierté nationale, un état fasciste. Les combats sont catastrophiques et dès août, l'armée nord-vietnamienne est maîtresse de l'est, du nord et de l'ouest du pays. Une campagne sanglante contre les civils vietnamiens installés au Cambodge est menée. Les troupes sud-vietnamiennes s'en prennent aux Cambodgiens. Lon Nol s'enferme dans une conception mystique de son rôle et du Cambodge. Le soutien américain reste très limité. Son activité principale est le bombardement aérien massif, d'efficacité limitée, des sanctuaires nord-vietnamiens.

En février 1971, Lon Nol est atteint d'une hémiplégie. Il garde cependant le pouvoir, lance l'offensive Chenla II qui se terminera par un effondrement militaire.

Alors que l'essentiel de l'action armée contre le régime de Phnom Penh est mené par les Nord-Vietnamiens, les Khmers rouges se renforcent en hommes, en structures et en moyens. Par le contrôle des plantations d'hévéas, ils ont des entrées financières importantes. L'histoire officielle du Parti est publiée en 1972. Elle le fait débiter très artificiellement en 1951.

Ce n'est qu'à partir de 1973 que les Khmers rouges prennent la direction de la guérilla, en s'appuyant sur les masses paysannes et en excluant les révolutionnaires formés à Hanoï, suspects d'allégeance aux Vietnamiens.

En janvier 1973, les Accords de Paris amorcent le retrait américain. Les Khmers rouges ne sont pas présents dans les négociations. Sur le terrain, ils développent des coopératives autarciques de 20 à 30 familles dans lesquelles ils exercent un pouvoir absolu et où s'installe un système de terreur visant à contrôler tout chez chaque individu à travers des représailles systématiques et toujours menées de manière occulte. Ils s'en prennent, au nom de la "pureté khmère" aux minorités chinoises, vietnamiennes et Khmers *cham*, rejoignant en cela les raisonnements et comportements de Lon Nol.

L'armée nord-vietnamienne se retire du Cambodge dans un contexte de nombreux affrontements avec les Khmers rouges.

En avril 1973, Sihanouk visite les zones "libérées" du Cambodge mais ne réussit pas à rencontrer les Khmers *romdoh*, ses partisans. Les Khmers rouges mènent une attaque d'envergure contre Phnom Penh qui n'est arrêtée que par des bombardements américains massifs.

A partir d'août, sous la pression du Congrès, les bombardements cessent. Les Etats-Unis, plongés dans l'affaire du Watergate, se résignent à une catastrophe politique en Indochine.

Une nouvelle attaque de Phnom Penh par les Khmers rouges a lieu début 1974, puis en novembre. La ville est envahie de réfugiés. L'armée de Lon Nol est démoralisée. Sihanouk envisage probablement de reprendre le pouvoir après la chute de la "République". Les Khmers rouges encerclent et isolent progressivement la capitale. A partir de janvier 1975, le Mékong, dernière voie d'accès, devient impraticable. Lon Nol est déposé par ses officiers le 1er avril. Le 16 avril, les Khmers rouges rentrent dans Phnom Penh. La ville est calme et dans l'attente.

Saloth Sar a vaincu Lon Nol. Il adopte officiellement son nom de guerre de Pol Pot.

---

## 5. Le Cambodge des Khmers rouges

Dès le jour de leur entrée dans Phnom Penh, les Khmers rouges organisent l'évacuation totale des habitants de la ville. Alors que les dignitaires du régime "républicains" sont exécutés, alors que les quelques centaines d'étrangers encore présents se réfugient à l'ambassade de France, toute la population est sommée de se rassembler et de quitter la ville en emportant le minimum. Cette évacuation brutale traduit l'ignorance des Khmers rouges du milieu urbain et la peur qu'ils en ont. Ne sachant maîtriser les villes, ils tournent la difficulté en tentant de les supprimer ! Phnom Penh passe de 1,5 million d'habitants à 50 000.

Les citadins sont installés, dans une difficile improvisation, dans les campagnes. Cette "population nouvelle" est confiée à la "population ancienne", celle qui a vécu depuis 1970-1973 dans les coopératives organisées par les Khmers rouges. La "population ancienne" est chargée de "purifier" les citadins, de leur apprendre les activités agricoles et surtout de les débarrasser des tentations de la vie moderne pour les amener à une "authenticité khmère".

De nombreux citadins sont employés à la création d'ambitieux aménagements hydro-agricoles, ainsi qu'au défrichage de la forêt. Les travaux, conçus à la hâte, réalisés avec des moyens dérisoires, sont souvent de peu d'utilité.

Le Parti ne se présente toujours pas au grand jour. Il se cache derrière l'*Angkar*, omniprésente, omnisciente, mystérieuse et sans pitié. La faiblesse des effectifs des cadres khmers rouges, les *kamaphibal*, et des soldats, les *yothea*, ainsi que leur ignorance du monde moderne, se conjuguent pour créer un régime régnant par la terreur et s'appuyant, tout en la combattant, sur la philosophie bouddhiste d'acceptation et de résignation.

Alors que Sihanouk est toujours officiellement à la tête du GRUNC, la réalité du pouvoir est entre les mains de quelques dirigeants dont les principaux sont Pol Pot, Ieng Sary, Khieu Tirieth, Khieu Ponnary et Khieu Samphan. Sihanouk ne rentre de Pékin qu'à l'automne 1975. Après un bref séjour, il part représenter son pays aux Nations unies, le décrivant sous un jour très favorable, en donnant une image quasi-idyllique de révolution rurale. Son attitude participe à la décision de retour au pays de nombreux intellectuels.

En décembre 1975, une nouvelle "constitution" est élaborée lors du dernier Congrès du FUNC. La monarchie et la religion sont abolies. Tous les biens sont étatisés. La propriété privée est supprimée.

En janvier 1976, le Cambodge devient le Kampuchéa démocratique. Un simulacre d'élections a lieu. Le GRUNC est dissous en avril. Sihanouk, qui en privé fait part de son effroi, n'est plus rien. Il est placé en résidence surveillée.

La communauté internationale s'illustre par son silence. Le Kampuchéa démocratique n'a de représentation qu'aux Nations unies. Aucune ambassade n'est accréditée à Phnom Penh. Des tentatives d'ouverture faites par Bangkok, ainsi que par les USA en 1976, sont repoussées. Les communications postales sont supprimées. Aucun étranger n'est accepté dans le pays. Aucun Cambodgien n'a le droit de le quitter.

L'*Angkar* développe le mythe de la forteresse autarcique. Le Kampuchéa devient un immense camp de travail. L'autosuffisance alimentaire et technique est le but à atteindre au niveau du pays, de la province, du village, de la coopérative. Cette "deuxième révolution" est menée en gardant un état d'esprit de temps de guerre. Les Khmers rouges ne mènent pas vraiment une expérience originale : elle ressemble beaucoup à celles menées par Staline (1930) et par Mao Dzédong ("Grand bond en avant", 1960). La particularité cambodgienne est d'agir en poussant les idées et les faits à un extrême jamais atteint. Des projets extravagants sont élaborés. Les objectifs irréalistes de cette révolution sont inséparables d'une politique sociale inhumaine.

Outre les activités agricoles (production de riz dont une bonne part est destinée à l'exportation, productions vivrières), des activités industrielles sont tentées, particulièrement à Phnom Penh. Les techniciens et les ouvriers ont des conditions de vie moins mauvaises que celles de la population déportée dans les campagnes. Les résultats sont faibles.

Les intellectuels formés à l'étranger et rentrés au pays, suspects d'esprit critique, sont rassemblés à Phnom Penh, étroitement surveillés et sous la dépendance directe de Ieng Sary. Leurs compétences sont peu utilisées.

Le régime est persuadé de pouvoir bouleverser le pays et réussir à l'amener à la modernité technique. La prospérité agricole et industrielle est prévue pour 1990. Les piliers idéologiques sont la volonté de créer une société proche de celle des Khmers *loeu*, les montagnards qui ont aidé les Khmers rouges durant les années de répression, l'admiration pour la révolution culturelle chinoise, la croyance en la valeur de la spontanéité de la "base".

Dans ce contexte, la scolarité "bourgeoise" est supprimée. A partir de l'âge de sept ans, les enfants sont embrigadés dans des unités où ils sont chargés de nombreux travaux. Ils sont fréquemment utilisés comme surveillants et délateurs des adultes. La famille est abolie, y compris le couple. L'*Angkar* est présente jusque dans l'intimité.

Les difficultés techniques de la "deuxième révolution" sont imputées à des traîtres. Les purges et éliminations progressives touchent surtout la "population nouvelle", ainsi que les minorités telles que les Khmers *cham* et *krom*. Gouvernant par la terreur sans chercher à obtenir le soutien de la majorité, les Khmers rouges sont la preuve que le pouvoir peut être "au bout du fusil" mais que cela ne permet pas de le garder.

Pol Pot, secrétaire général du Parti, est un dirigeant discret, se montrant peu, ne rencontrant guère de visiteurs. Ce n'est qu'à partir de 1976 que son rôle est officiellement reconnu. L'interlocuteur pour l'extérieur est Ieng Sary. Les dirigeants ont en commun un puritanisme outrancier.

Pol Pot veut unifier l'armée, le Parti, le fonctionnement et l'économie du pays. Or, les années de lutte contre Sihanouk puis Lon Nol ont entraîné la création de pouvoirs régionaux cloisonnés, quasi autonomes. Parmi les dirigeants locaux, le responsable de la zone Est, So Phim, apparaît comme particulièrement puissant. Pol Pot tente de réduire ses pouvoirs. La peur de complots au niveau provincial entraîne des purges massives chez les cadres khmers rouges et ceci jusqu'au plus haut niveau. La prison de Tuol Sleng à Phnom Penh est le symbole le plus spectaculaire de cet univers de secret, de défiance, de tortures et d'éliminations.

Le 30 avril 1975, les communistes vietnamiens s'emparent de Saïgon et gagnent la deuxième guerre d'Indochine.

Dès avant avril 1975, les relations entre les communistes vietnamiens et khmers étaient très difficiles. Après la prise du pouvoir par les Khmers rouges, des revendications territoriales apparaissent, particulièrement pour des îles situées dans le golfe de Siam. La séparation territoriale doit en principe se faire selon la ligne Brévié établie par la France durant la période coloniale.

Les Khmers rouges suspectent les Vietnamiens de vouloir s'appropriier des îles, particulièrement celle de Poulo Way. Dans ce contexte tendu, des troupes khmères rouges arraisonnent un navire marchand américain, le *Mayaguez* (mai 1975). L'incident est considéré comme majeur par les USA qui, en riposte, bombardent les îles et le port de Kompong Som (Sihanoukville), puis débarquent sur une des îles. Les combats violents amènent les Khmers à temporiser avec les Vietnamiens, mais aucun traité d'amitié n'est signé.

Mao Dzédong meurt en septembre 1976.

Durant l'année 1977, des rumeurs d'invasion vietnamienne sont diffusées par les Khmers rouges pour occulter leurs difficultés. En juin, les Khmers attaquent les Vietnamiens dans un secteur frontalier controversé ; le calme ne revient qu'en août. En septembre, ils mènent une incursion assez profondément en territoire vietnamien. Pol Pot se présente publiquement comme le chef du Parti Communiste du Kampuchéa. En décembre, les Vietnamiens répondent à ces incursions par une véritable campagne militaire et pénètrent dans le Cambodge jusqu'au Mékong. Le Kampuchéa rompt ses relations avec Hanoï. Les Vietnamiens se retirent et Pol Pot proclame son pays victorieux.

Début 1978, le régime s'appuie sur la menace vietnamienne pour mener une terrible épuration, particulièrement dans la zone Est. En mai, le Centre attaque cette zone considérée comme ayant trahi au profit du Vietnam. Son responsable, So Phim, se suicide. Quelques uns de ses collaborateurs, dont Heng Samrin, réussissent à se cacher.

La purge de la région, les massacres perpétrés sont une chance pour le Vietnam. Il peut ainsi aisément organiser un groupe de communistes khmers crédibles pour diriger un front contre Pol Pot.

Le régime khmer rouge tente durant l'année 1978 d'améliorer son image auprès des Nations unies et de l'opinion publique mondiale, tout en continuant à s'autodétruire jusqu'au plus haut niveau.

En décembre, des anciens dirigeants de la zone Est, dont Heng Samrin et Hun Sen, annoncent à la radio vietnamienne la création d'un Front Uni National du Kampuchéa pour le Salut National. Le 25, les Vietnamiens envahissent le Kampuchéa avec une armée classique appuyée par de l'aviation. Ils s'emparent de Phom Penh le 7 janvier 1979. La République Populaire du Kampuchéa (RPK) est créée. Heng Samrin prend la direction de son gouvernement "fantoche".

Sihanouk, libéré deux jours avant la chute de Phom Penh, se rend à Pékin puis à New York où il représente le Kampuchéa démocratique, qu'il fait soutenir par les Nations unies.

Ayant établi des régimes communistes qui lui sont entièrement dévoués, le Vietnam est désormais maître de toute l'ancienne Indochine, comme l'avait rêvé Ho Chi Minh.

---

## 6. Le Cambodge de 1979 à 1985

### La situation Intérieure

En 1979, la présence vietnamienne au Cambodge est massive. Les chiffres habituellement rapportés - difficiles à vérifier dans le climat toujours polémique - sont de 180 000 *bodoï* dans le pays, appuyés par 30 000 soldats cambodgiens. Le régime de Heng Samrin s'installe, confiant de nombreux postes de responsabilité à d'anciens cadres kmers rouges. La présence vietnamienne au niveau gouvernemental et administratif est très forte. La zone frontalière entre les deux pays semble être le lieu d'une colonisation intense par les Vietnamiens. Cette "vietnamisation" du territoire cambodgien, vivement dénoncée à l'extérieur du pays, n'est pas reconnue par Phnom Penh. Il est vrai que les populations, particulièrement dans le delta du Mékong (Khmer *krom*), sont entre les deux cultures sur un sol controversé depuis des siècles.

Phnom Penh signe dès février 1979 des traités d'amitié avec le Vietnam et avec la République démocratique populaire lao.

La situation dans le pays est difficile. Pour l'essentiel du territoire, la paix vietnamienne s'impose. Le pays est désorganisé, les élites ont soit émigré, soit disparu. La disette guette. Les échanges et les déplacements sont limités. La pratique du bouddhisme est plus ou moins proscrite. L'enseignement est à reconstruire. L'absence d'enseignants d'origine khmère, même au niveau du primaire, justifie pour le gouvernement de Phnom Penh l'emploi massif d'enseignants d'origine vietnamienne travaillant dans leur langue. Une faculté de médecine et une d'agronomie sont ouvertes.

Outre l'appui de l'URSS, la RPK reçoit durant l'année 1979 une aide importante de l'UNICEF et du CICR. Cette aide reste pour une grande part bloquée dans le port de Kompong Som. Des détournements vers le Vietnam sont probables. Phnom Penh refuse la création d'un pont routier à partir de la Thaïlande (novembre 1979).

L'occupation de fait du Cambodge par le Vietnam inquiète fortement la Thaïlande qui a vu disparaître les deux pays tampons (Laos et Cambodge) la séparant du Vietnam communiste. La "théorie des dominos" semble se concrétiser dans cette mise en coupe de toute l'Indochine. Des rumeurs insistantes circulent en décembre 1979 sur l'éminence d'une attaque massive par les Vietnamiens des poches de résistance cambodgiennes dans la zone frontalière entre Thaïlande et Cambodge. En fait, les escarmouches resteront limitées (attaque du camp de Mak Moon en juin 1980 par exemple).

A partir de 1982, Phnom Penh tente d'isoler les groupes de résistance situés dans la zone frontalière par l'édification d'une "barrière de bambou". Cette barrière est une zone défrichée parallèle à la frontière, réalisée par la population cambodgienne, particulièrement les jeunes gens requis dans la milice pour exécuter ces travaux dangereux (mines, combats, paludisme). Des routes stratégiques sont également entreprises.

D'abord accueillis comme des libérateurs, les Vietnamiens sont rapidement perçus par la population cambodgienne comme des colonisateurs incapables d'empêcher la disette, de permettre le fonctionnement normal du pays, d'arrêter complètement la guerre. Les antagonismes ancestraux s'avivent.

Le Vietnam avait plusieurs motifs pour envahir le Cambodge : l'agressivité du régime khmer rouge à son égard, le "devoir" de sauver la population d'un génocide. Au-delà des motifs, le Vietnam a infligé par cette attaque rapidement réussie une sévère défaite à la Chine, la privant de son levier dans le bloc indochinois. La Chine a réagi dès février 1979 par une attaque militaire destinée à donner une "leçon" à Hanoï. Malgré l'emploi de plus de 200 000 hommes, l'attaque se solda par un échec.

Cependant, le Vietnam n'a pas réussi à atteindre tous ses objectifs. Sihanouk a pu partir pour Pékin, la résistance cambodgienne nationaliste ou khmère rouge perdure, la population n'adhère pas à la "vietnamisation" du pays, le siège du Cambodge à l'ONU reste tenu par les Khmers rouges. La Chine, en s'alliant aux pays de l'ANSEA (Association des Nations du Sud Est Asiatique), particulièrement la Thaïlande, et en aidant matériellement les Khmers rouges, a contribué pour une grande part à l'isolement diplomatique et à l'affaiblissement du Vietnam.

### La situation dans la région frontalière entre Cambodge et Thaïlande

L'invasion vietnamienne provoque un exode massif à partir de février 1979 vers la Thaïlande. Ce flot de réfugiés est composé de Khmers rouges, de "population ancienne" et de "population nouvelle", fuyant les combats pour les uns, tentant d'échapper à l'absurde du régime pour les autres.

Les Khmers rouges se concentrent dans la région de Mayrut, la "population nouvelle" dans celle d'Aranyaprathet. A partir d'avril, la Thaïlande, qui a d'abord bien accueilli les Khmers rouges, refoule les réfugiés. En mai, un camp est ouvert dans la province du Trat (Khao Iarn).

En juin 1979, les Cambodgiens sont massivement repoussés sur le plateau des Dangrek. L'opinion publique mondiale s'émeut devant les chiffres annoncés de milliers de morts. La Thaïlande accepte l'entrée des *illegal immigrants* sur son territoire en les regroupant dans des camps dont les organisations internationales auront la charge matérielle (camps de Sakéo ouvert en septembre, de Khao I Dang en novembre). Un grand nombre de Khmers restent dans le *no-man's-land* entre les deux pays et ne sont officiellement reconnus par aucune organisation nationale ou internationale.

Ainsi, dès avril 1979, les fidèles de Son Sann se sont regroupés sur le site de Sokh Sann, village perdu dans la jungle des Cardamomes. En novembre, la population de réfugiés dans l'ensemble du *no-man's-land* est estimée à un demi-million.

A Mak Moon et à Nong Chan, des dizaines de milliers de civils sont regroupés, organisés mais aussi pris en otage par les organisations khmères *serei*. Ainsi, à Mak Moon, un *Kampuchean National Party* fait son apparition sous l'égide d'un étrange personnage, "Prince Norodom Soriavong", mythomane d'une trentaine d'années cultivant l'image que lui confère la presse thaïlandaise de *bad prince*. Ce petit seigneur de guerre s'épanouissant dans la confusion du lieu a été étudiant en France sous le nom d'André Okthal. Il affirme mener un combat comparable à celui des extrême-droites française et italienne, fait référence à Salan et à Quinctius Cincinnatus. Ce fratras idéologique recouvre mal une réalité qui, par le rançonnement des Cambodgiens voulant échapper au camp, tient plus du brigandage que du mouvement politique. Nong Chan est sous l'influence du MOLINAKA, Mouvement de Libération Nationale du Kampuchéa, se réclamant du prince Sihanouk.



Ces points de concentration de réfugiés deviennent dès la fin de l'année 1979 de véritables centres de distribution d'une aide internationale massive, essentiellement sous forme de nourriture (riz, poisson séché), organisée par le CICR et le HCR (*High Comitee for Refugees*) avec l'accord et sous le contrôle de Bangkok. Les Cambodgiens s'y rendent à pied, en bicyclette, en char à boeuf et en rapportent profondément à l'intérieur de leur pays cette aide précieuse.

L'arme alimentaire est plusieurs fois utilisée par la Thaïlande pour contraindre, mais sans succès, les Cambodgiens à se regrouper dans les camps organisés situés à l'intérieur de la Thaïlande.

Le contrôle des camps "spontanés" est l'objet d'une forte convoitise entre les différents groupes, tant Khmers *serei* que Khmers rouges. Les incidents armés entre fractions khmères sont alors très fréquents, provoquant la fuite des civils sous l'oeil indifférent de l'armée thaïe (Ban Samet ou camp 007 en janvier 1980 par exemple).

En 1980, les forces cambodgiennes d'opposition au régime de Phnom Penh sont :

#### Les Khmers rouges

Ils sont largement majoritaires dans le camp de Sakéo (40 000 réfugiés) en Thaïlande et dans la région de Phnom Malay (45 000 Khmers) au Cambodge. Les *kamaphibal* continuent d'encadrer la population. Ils reçoivent l'appui de la Chine, des USA et de la Thaïlande. Les transferts plus ou moins volontaires de *yothea* à partir de Sakéo vers le Cambodge sont fréquents.

Désireux de présenter un nouveau visage, les Khmers rouges annoncent en décembre 1979 la destitution de Pol Pot et son remplacement par un chef militaire, Son Sen. Khieu Samphan est le porte-parole du mouvement. Le Parti Communiste est officiellement aboli. L'Armée Nationale du Kampuchéa Démocratique (ANKD) tente de regrouper toutes les forces d'opposition.

En février 1985, les troupes vietnamiennes s'emparent de Phnom Malay après un déluge d'artillerie. La plupart des combattants khmers rouges réussissent à se réfugier en Thaïlande et dans le *no-man's-land*.

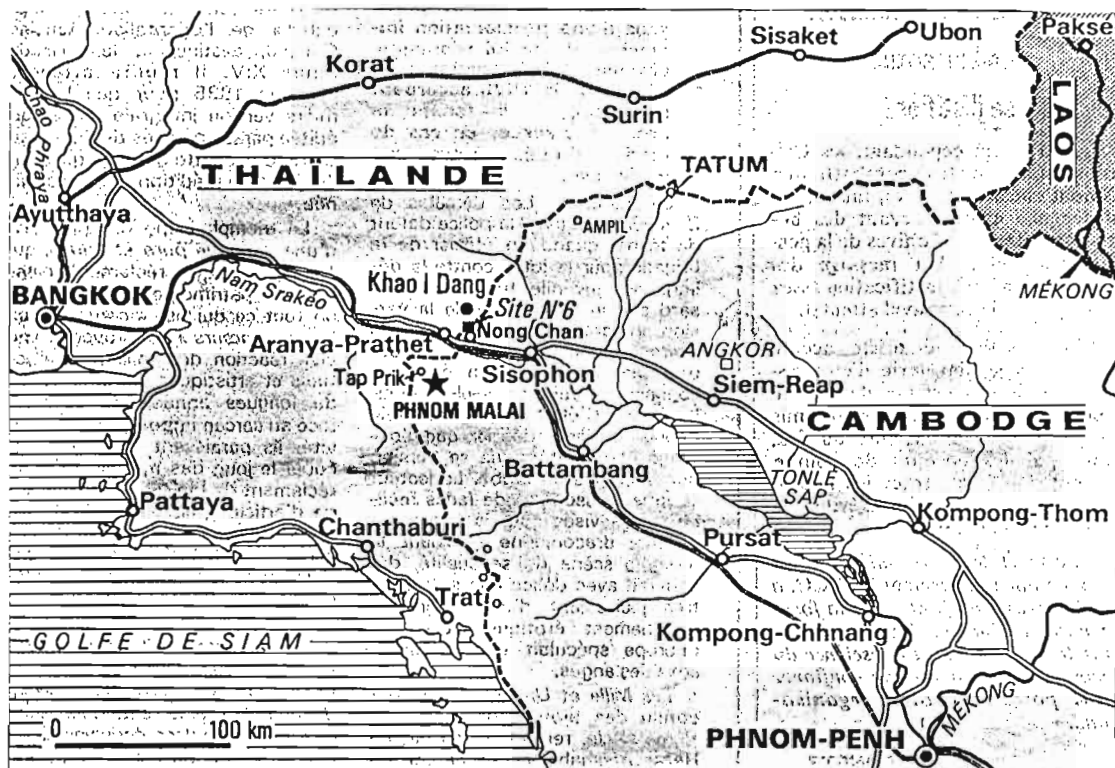
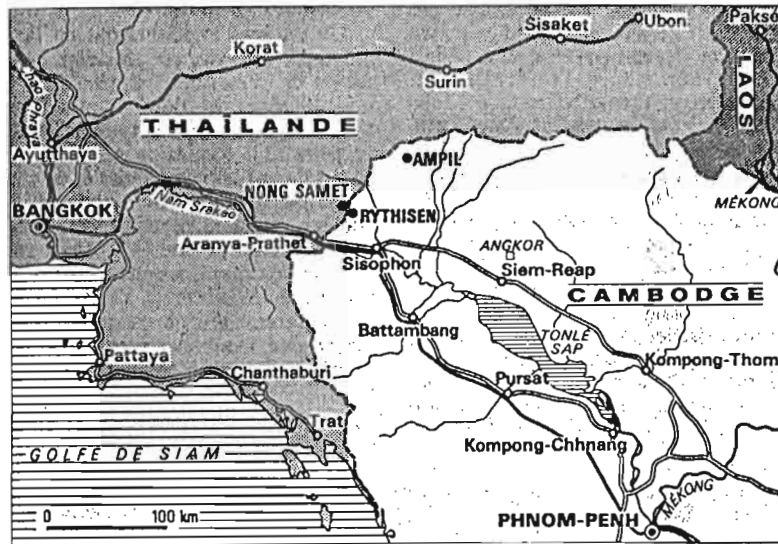
#### Le FNLPK

Le Front National de Libération du Peuple Khmer est créé en octobre 1979 à Sokh Sann. Il est composé des opposants nationalistes se réclamant depuis plusieurs années de Son Sann. Il regroupe les Forces Armées Nationales de Libération du Peuple Khmer présentes sur le plateau des Dangrek. Il veut être le renouveau nationaliste. Sokh Sann offre la direction du FNLPK au prince Sihanouk, qui la refuse. La cassure entre les deux fractions nationalistes persistera.

Le FNLPK est présent dans plusieurs camps "spontanés" de la frontière : Sokh Sann, Nam Yun, Nong Samet, Obot, Nong Chan, Ampil. Il mobilise en 1984 jusqu'à 17 000 hommes en armes.

Les troupes vietnamiennes attaquent à la fin de l'année 1984 la plupart de ces camps. Elles s'emparent du quartier général d'Ampil en janvier 1985.

La situation dans la zone frontalière khmère-thaïlandaise (d'après Le Monde, 1985)



Dans les mois qui suivent, de fortes dissensions apparaissent au sein du FNLPK, entraînant une grande perte de crédibilité. Le point de vue des hommes sur le terrain est refusé par Son Sann et sa famille qui conçoivent le pouvoir de manière clanique.

### Les éléments sihanoukistes

Une première tentative de coalition antivietnamienne autour du prince Sihanouk échoue en septembre 1979. Sihanouk n'accepte pas le principe d'une confédération khmère avec Son Sann et défend toujours publiquement les Khmers rouges.

En mars 1981, Sihanouk crée le Front Uni National pour un Cambodge Indépendant, Neutre, Pacifique et Coopératif (FUNCINPEC). L'Armée Nationaliste Sihanoukiste (ANS) est constituée en septembre 1982. Malgré cette appellation, les trois factions de la résistance cambodgienne ne s'entraident pas sur le terrain.

Lors de la grande offensive vietnamienne du début de l'année 1985, après la chute des sanctuaires khmers rouges et du FNLPK, les troupes de l'ANS (3000 maquisards) subissent en mars à Tatum une très forte attaque. Elles y résistent de manière surprenante. Sihanouk vient les soutenir dans leur combat. Tatum n'est pris qu'après plusieurs jours de durs combats. Le mouvement sihanoukiste y gagne en crédibilité.

### **La situation diplomatique**

Les Nations unies ne reconnaissent pas le régime de Phnom Penh mis en place par les Vietnamiens en 1979. Le Cambodge est représenté à New York par le Kampuchéa démocratique. La présence de Sihanouk aux côtés des Khmers rouges crédibilise cette coalition de fait. Le pouvoir à l'intérieur du Cambodge est tenu par une fraction cambodgienne en partie issue des Khmers rouges et par le Vietnam. Il est fortement soutenu par l'URSS. A l'extérieur, le pouvoir est tenu par les exilés du Kampuchéa démocratique soutenus par la Chine, la Thaïlande, les Etats Unis.

En septembre 1981, à Singapour, un communiqué conjoint des Khmers rouges, du FNLPK et du FUNCINPEC annonce la formation d'un "Gouvernement de Coalition du Kampuchéa Démocratique" (GCKD). Mais dès novembre, il est dans l'impasse. En juin 1982, à Kuala Lumpur, nouvelle annonce de formation du GCKD, au sein duquel les trois tendances restent autonomes. Sihanouk en est le président.

Les Nations unies produisent régulièrement des résolutions demandant le retrait vietnamien.

De 1979 à 1985, la situation évolue peu. Les actions de guérilla sont limitées. L'entente du GCKD n'est que de façade. L'armée vietnamienne réduit progressivement les foyers de résistance. Le jeu diplomatique est figé.

---

## Le Cambodge de 1985 à 1991

L'année 1985 est une année charnière.

En décembre 1984, Hun Sen, jeune ministre des Affaires étrangères de la RPK, devient également premier ministre, Hang Samrin restant le chef de l'Etat et du Parti Populaire Révolutionnaire du Kampuchéa (PPRK).

En mars 1985, M. Gorbatchev est élu secrétaire général du Parti Communiste soviétique en remplacement de C. Tchemenko, décédé. Très rapidement, il engage l'URSS dans une nouvelle donne diplomatique, la sortant de la "stagnation" de l'ère Brejnev, l'orientant vers une politique plus pacifique tout en maintenant - dans un premier temps - la main-mise sur ses vassaux. L'ouverture vers la Chine, amorcée en 1982, est renforcée (allocution de Vladivostok, juillet 1986). Dans cette optique, Moscou fait pression sur le Vietnam pour qu'il retire ses troupes du Cambodge.

A partir de l'année 1985, le Vietnam cherche une solution négociée au Cambodge qui consisterait en une neutralisation, sous condition que la direction khmère rouge soit éliminée. Il annonce son retrait du pays selon un calendrier assez vague s'étendant sur 5 ans.

Les actions de guérilla perdurent, particulièrement celles menées par les Khmers rouges, entretenant l'insécurité dans certaines provinces (Siem Reap, Pursat).

A partir de 1987-88, l'URSS, en proie entre autres à de graves conflits nationaux, concrétise sa nouvelle diplomatie : rapprochement très net avec les USA, accords de désarmement, annonce et réalisation du retrait de l'Afghanistan, retrait de la base de Cam Ranh (Vietnam), abandon du glacis européen, démantèlement du pacte de Varsovie.

En mai 1987, Sihanouk abandonne pour un an la présidence du GCKD afin de mener une diplomatie personnelle.

En décembre 1987 puis en janvier 1988, Sihanouk et Hun Sen se rencontrent en France. Les chances d'un règlement augmentent. Cependant, les conversations n'aboutissent pas, peut-être en partie à cause de l'intransigeance de Sihanouk à l'égard du Vietnam et de la volonté des Khmers rouges de se maintenir. Ces derniers changent de tactique, diminuant leurs actions de guérilla pour renforcer celles de propagande.

Entre juin et novembre 1988, Hanoï retire 50 000 soldats du Cambodge.

Des négociations s'engagent par l'intermédiaire de l'Indonésie entre le Vietnam et les états de l'ANSEA pour trouver une solution au problème cambodgien. La Thaïlande, sous l'impulsion de son premier ministre Chatichai Choochavan, voudrait transformer la péninsule indochinoise de zone de conflit en zone de commerce. Hanoï annonce en avril 1989 le retrait total de ses troupes pour septembre de la même année et le réalise effectivement. La Chine accepte alors le principe d'un règlement politique. Des élections libres au Cambodge sont envisagées sous contrôle de l'ONU. Mais les menaces militaire et politique des Khmers rouges persistent. Dans les mois suivant le retrait vietnamien, les guérillas khmères rouges et nationalistes s'étendent (Pailin, Battambang). Cependant, en février 1990, l'armée de Hun Sen remporte un succès important dans l'ouest.

Faisant suite à des "réunions informelles" en juillet 1989 à Djakarta, une conférence, coprésidée par la France et l'Indonésie, s'ouvre à Paris en août. Elle réunit les quatre factions (régime Hun Sen, nationalistes pro Son Sann et pro Sihanouk, Khmers rouges). Elle achoppe sur la question du sort des Khmers rouges. Les combats à la zone frontalière avec la Thaïlande reprennent.

L'Australie propose un nouveau plan où les Nations unies joueraient un rôle prépondérant.

En juillet 1990, les Etats Unis annoncent qu'ils ne soutiendront plus le GCKD aux Nations unies. L'aide matérielle aux groupes nationalistes, dont bénéficiaient largement les Khmers rouges, doit donc cesser. Cette modification du Jeu diplomatique, en privant les Khmers rouges d'aides et de leur alibi, le GCKD, devrait participer au déblocage de la situation dans la mesure où la Chine accepte également de ne plus aider ses protégés.

En août 1990, les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU, par leur résolution 668, signent un accord-cadre de paix. Cet accord doit "permettre au peuple cambodgien de déterminer son avenir politique par des élections libres et équitables, organisées et conduites par les Nations unies dans un environnement politique neutre et dans le plein respect de la souveraineté nationale du Cambodge". Le siège du pays aux Nations unies doit être confié à un représentant du Conseil National Suprême (CNS) regroupant les quatre factions.

Toutes les factions annoncent leur acceptation de ce plan et en septembre, à Djakarta, le CNS prend naissance. Il est composé de 12 membres : 2 par faction de la coalition, 6 pour le régime de Hun Sen. Sihanouk, qui s'est mis en "vacances de longue durée" en mai 1990, est représenté par son fils, le prince Ranariddh, chef de son armée. Washington s'engage dans des pourparlers directs avec Phnom Penh.

Des élections pourraient permettre la formation d'une assemblée constituante puis législative, mais elles sont encore très hypothétiques. Elles ne pourront avoir lieu que dans un climat de réconciliation nationale véritable et après désarmement effectif des factions. Les Khmers rouges, en se présentant comme la seule force vraiment crédible dans l'opposition à la présence vietnamienne, ont une certaine légitimité pour une partie de la population khmère. Coupés du soutien chinois, ils ne disparaîtront pas pour autant. Leur assimilation dans un régime issu des élections apparaît difficile. De plus, Hanoï et Pékin pourraient s'entendre pour que persiste un régime marxiste révolutionnaire à Phnom Penh.

Dans la période de transition, le pouvoir exécutif devrait être tenu par une émanation provisoire des Nations unies, la souveraineté nationale étant représentée par le CNS. Une composante militaire efficace serait nécessaire à la réalisation des élections et jusqu'à ce que le gouvernement élu puisse effectivement administrer le pays.

Jusqu'à présent, Hanoï et Phnom Penh refusent le transfert de pouvoir aux Nations unies. Le Vietnam redoute une trop forte baisse de son influence et le PPRK ne veut pas perdre son hégémonie.

En novembre 1990, Hanoï annonce dans un mémorandum son refus de l'intervention de l'ONU, du CNS et du désarmement. La situation est d'autant plus bloquée que les Khmers rouges refusent également de participer au CNS. Les perspectives de paix s'éloignent.

L'effondrement du communisme soviétique affaiblit le Vietnam, idéologiquement et matériellement. Le régime déstabilisé cherche à gagner du temps, à obtenir une certaine légitimité sur la scène internationale, y compris en s'appuyant sur les médias et sur les organisations non gouvernementales présentes au Cambodge.

La corruption semble s'amplifier à Phnom Penh.

Réunies à Paris en décembre 1990, les quatre factions ne s'entendent pas sur l'application du plan de paix.

Le changement de pouvoir à Bangkok en février 1991 risque d'aboutir à un renforcement de l'appui de la Thaïlande à la coalition opposée au régime de Phnom Penh.

En mars 1991, Hun Sen réaffirme sa volonté d'organiser des élections en juin 1992. En absence de règlement, il est peu probable que la coalition accepte d'y participer et que ces élections puissent permettre la formation d'un gouvernement reconnu et accepté par les diverses composantes cambodgiennes.

Quelques événements récents donnent cependant un certain espoir d'évolution pacifique : en février, le Vietnam revient sur ses réserves sur le plan de paix. En avril, les Khmers rouges acceptent l'appel au cessez-le-feu temporaire lancé par l'ONU, la France et l'Indonésie. Il devrait durer jusqu'à la fin de la réunion du CNS prévue pour début juin à Djakarta.

---

## Conclusion

Petit pays de 180 000 Km<sup>2</sup> et de 7 millions d'habitants, le Cambodge est situé entre deux puissants voisins, la Thaïlande (56 millions d'habitants) et le Vietnam (60 millions d'habitants), l'un tourné vers la puissance économique, l'autre à la recherche de nouveaux projets de société mais fort de sa capacité militaire.

Le Cambodge a depuis fort longtemps une tradition de recherche à l'extérieur d'appuis pour régler ses conflits intérieurs. Il ne semble pas encore avoir abandonné ce comportement, ni s'être extirpé de la "langueur post-angkorienne", notion déjà ancienne mais dont il n'est pas certain qu'elle n'appartienne qu'au passé.

Le sort immédiat du Cambodge dépend en partie du bras de fer entre Hanoï et Pékin, mais plus de l'opposition Est-Ouest dont rien n'indique qu'elle recommence prochainement. Son sort lointain est entre ses mains. Seules une réconciliation nationale véritable et l'acceptation de solutions pragmatiques lui permettront un avenir. La cohésion des Cambodgiens autour de leur culture, la foi en eux-mêmes, leur acceptation d'un gouvernement khmer capable de réformes profondes et constructives sont les conditions d'un renouveau.

La renaissance du Cambodge pourra se faire non pas dans un contexte d'opposition systématique à ses voisins mais en collaboration avec eux dans le respect des souverainetés et des différences.

Les modalités quelques peu confuses de l'évolution actuelle du plan de paix sont le reflet des attitudes khmères. La situation peut se débloquer rapidement ou s'enliser. Rien n'est joué.

---

## Bibliographie

Anonyme : Vers une nouvelle donne en Indochine ? L'abcès cambodgien.  
La Documentation Française, 1991, n° 647-648, p. 72-86.

E. Becker : Les larmes du Cambodge.  
Les Presses de la Cité, Paris, 1988, 455 pages.

F. Debré : Cambodge - la révolution de la forêt.  
Flammarion, Paris, 1976, 265 pages.

Divers auteurs in L'Etat du Monde.  
La Découverte, Paris, 1986-1991.

M.A. Martin : Le mal cambodgien.  
Hachette, Paris, 1989, 304 pages.

M. Percheron et M.R. Percheron-Teston : L'Indochine.  
Fernand Nathan, Paris, 1942, 160 pages.

L. Picq : Au-delà du ciel - 5 ans chez les Khmers rouges.  
Barrault, Paris, 1984, 211 pages.

Photographie de couverture : frontière khmère-thaïlandaise,  
décembre 1979.